



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

La « note Di Rupo » : Le PS vole au secours du capital !



15 octobre : indignation mondiale
contre l'austérité - unifions les luttes !



Dix ans après le 11/9 :
l'impérialisme face à une
crise globale p. 8

Mouvement des Indignés :
nos divergences avec
Democracia Real Ya p. 6

Sur quelle base construire
les Comités Action
Europe ? p. 12

Le PS vole au secours du capital

Mi-septembre, toute la grande presse s'est réjouie de « l'accord historique » intervenu dans le dossier BHV. Après avoir écarté la N-VA, et un peu plus tard le FDF, le « héros » de l'unité enfin retrouvée entre Belges, le formateur « socialiste », battait les records de popularité, gagnant même des adeptes en Flandre.

Le lendemain de l'accord sur BHV, une polémique dans *Le Soir* concernant la Note du formateur posait la question : « *Di Rupo, génie ou traître ?* »¹ Comprendons bien, la question était de savoir si le formateur n'avait pas « *trahi la cause francophone* ». Pour nous, le chef de file du Parti « socialiste », le parti qui est censé défendre les intérêts des travailleurs, a bel et bien trahi, une fois de plus, mais pas sur la base d'une question linguistique.

La situation créée après les élections de 2010 est originale sous différents aspects. Les cartes sont redistribuées, avec comme protagonistes Bart de Wever (N-VA) et Elio Di Rupo (PS). Mais surtout, depuis les élections fédérales antérieures, une crise du capitalisme, sans précédent depuis les années 1930, a inondé la planète. Et c'est là que le bat blesse.

Dans un premier temps, la bourgeoisie a pu se contenter de continuer comme si de rien n'était, avec un gouvernement des trois familles traditionnelles de la politique belge, les catholiques (Leterme), les libéraux (Reynders) et les socialistes (Onkelinx). « *Les affaires courantes ? Oh, vous savez, on en a l'habitude en Belgique, c'est presque une tradition. [...] On peut faire tout ce qui est nécessaire.* »² On fait la guerre en Libye, on présente un budget. « *Et on obtient un meilleur*

résultat qu'annoncé. »³ Mais la crise s'accroît de plus en plus, et il faut alors imposer « des sacrifices » à la population, pour lesquels un cadre légal plus strict est nécessaire.

La bourgeoisie préfère donc en revenir à la formule qui a fait ses preuves dans d'autres occasions, un gouvernement des trois piliers traditionnels - avec ou sans les Ecolos, un détail - maintenant sous la houlette du soi-disant « Parti des travailleurs », pour être l'élève exemplaire d'une Europe en crise où il faudra imposer de lourds reculs aux travailleurs.

Di Rupo n'est pas le seul « socialiste » en Europe pour cette besogne. Le « socialiste » Papandreou essaye désespérément de sauver la Grèce du « défaut de paiement », comme si ce pays n'était pas depuis des mois dans ce cas de figure : beaucoup de fonctionnaires ne sont pas payés depuis plus de deux mois... Et notre Didier Reynders lui souffle la « solution » digne des temps des colonies : « *Pourquoi la Grèce n'accélère-t-elle pas ses privatisations ? Et si l'Etat grec n'est pas capable de privatiser et de mettre en œuvre ces processus, il faut alors qu'on puisse le faire à sa place.* »⁴ Mais les travailleurs grecs ne l'entendent pas de cette façon. Les mobilisations se succèdent pour protester contre l'austérité. Une grève générale des fonctionnaires a paralysé le pays le 5 octobre et une autre grève générale de 24 heures est annoncée pour le 19 octobre.

Pour nos directions syndicales, la Note Di Rupo est « déséquilibrée », mais bon, pour le secrétaire général de la CSC, Claude Rolin, on ne peut pas en vouloir au président du Parti

socialiste : « *Le formateur est dans son rôle. Ce n'est sans doute pas le programme que lui-même souhaitait. Il forge la base d'un compromis.* »⁵ Anne Demelenne (FGTB), pour sa part, compte sur un « *changement dans la mentalité des employeurs* ». ⁶ Pas question, donc, d'organiser la lutte des travailleurs contre ce « déséquilibre ».

Au-delà du remue-ménage pour remplacer le gouvernement en affaires courantes par un gouvernement en bonne et due forme, une offensive des patrons et de leur gouvernement se prépare, soutenue par tous les partis au parlement, pour nous faire payer la crise, la vraie crise, celle du capital. Face à cela, nous devons exiger des directions syndicales qu'elles organisent le débat dans les structures syndicales et dans les lieux de travail afin de lancer la lutte contre le plan d'austérité, contre la « note Di Rupo ». Il nous faut maintenant une journée nationale unitaire de lutte, comme première étape d'un calendrier de mobilisation sur la durée, à l'instar de ce que font les travailleurs dans d'autres pays, les travailleurs grecs les premiers.

C'est la même lutte, contre le même ennemi, dans toute l'Europe. La *Marche vers Bruxelles des Indignés*, ce 15 octobre, est une excellente occasion pour avancer vers cette journée de lutte, dans une dynamique d'unification des mouvements dans toute l'Europe. Participons-y !

1 *Le Soir*, 16/9/2011

2 Yves Leterme dans *Le Soir*, 13/01/2011

3 Didier Reynders dans *Le Soir*, 22/01/2011

4 *Le Soir*, 22/09/2011

5 *Le Soir*, 06/07/2011

6 *Le Soir*, 22/09/2011



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Note Di Rupo

Un consensus pour l'austérité

Après plus d'un an de négociations, la Note de Di Rupo s'est profilée comme une base faisant consensus pour le prochain gouvernement, et cela avec l'ensemble des piliers politiques historiques du pays (libéraux, chrétiens, socialistes), suivis des écologistes. Comme rattrapés par l'urgence de la crise économique et politique européenne, ceux-ci se sont finalement accordés rapidement sur « l'essentiel » : présenter un plan d'austérité réaliste pour le Sommet européen du 17 octobre.

La Note reflète très clairement la politique du grand capital européen. Sa comparaison avec les « Recommandations » du Conseil de l'Europe¹ est pour le moins éloquent. Elle représente ni plus ni moins que son application concrète au niveau des réalités belges ; elle constitue un véritable plan d'austérité.

D'emblée, l'un de ses objectifs est l'« assainissement rigoureux des finances publiques de l'ordre de 22 milliards d'euros pour l'ensemble des pouvoirs publics du pays à l'horizon 2015 ». Dans le même délai, l'ambition affichée de Di Rupo est de créer 250.000 emplois. Il n'est évidemment pas question d'augmenter les impôts des entreprises ou d'obliger les patrons à embaucher, ni de leur interdire de licencier. Politiquement, la Note est une suite logique et cohérente à l'Accord Interprofessionnel (février) et au Programme national de réforme 2011 (présenté en avril)². Le premier, rappelez-vous, avait notamment gelé le pouvoir d'achat des travailleurs du secteur privé pour deux ans et généralisé le chômage économique aux employés. Dans le deuxième, le gouvernement s'engageait entre autre à déboursier 443 millions d'euros d'argent public pour subsidier certaines catégories de travailleurs inactifs, jusqu'à un montant de 1100 euros/mois dans le cas d'un jeune de moins de 26 ans non qualifié. Les politiciens donnent à ce plan le nom de « win win » car le travailleur et l'employeur seraient tous les deux gagnants, mais ces politiciens évitent de préciser que l'argent déboursé appartient à l'ensemble des travailleurs, qui en viennent alors à se payer leur propre salaire via la sécurité sociale. L'opération est en fait directement au service du patronat pour qui cette main-d'œuvre est quasiment offerte sur un plateau d'argent.

Regardons les mesures essentielles de la Note Di Rupo. L'âge officiel de la pension reste à 65 ans, mais l'âge de la

pré-pension sera relevé d'environ deux mois par an, la mise au travail des 55-64 ans et le travail des fonctionnaires après 65 ans seront encouragés. D'un autre côté, le texte ne prévoit pas de limiter les allocations de chômage dans le temps, mais bien de diminuer progressivement leur montant. Après trois ans, elles ne représenteront plus que l'équivalent du revenu minimum de subsistance du CPAS. Avec ces deux mesures, le gouvernement responsabilise et sanctionne le travailleur de ne pas trouver d'emploi, comme s'il était coupable de sa situation. Pourtant, il y a d'autres solutions : on pourrait simplement partager le travail entre tous, on pourrait donner de l'emploi aux jeunes, qui pour beaucoup sont sans emploi, et laisser leurs aînés accéder à la (pré)pension. Le but de ces mesures est de mettre la pression sur les conditions de travail (horaire, salaire, etc.), car les travailleurs sont moins enclins à se faire respecter quand d'autres font la file pour les remplacer. Par ailleurs, théoriquement, le « premier pilier » du système de pension (public) est conservé, mais il y aura une généralisation du « deuxième pilier » (privé). Tant pis si le Fond de pension fait faillite entre-temps et qu'on se retrouve sur la paille en fin de carrière.

Au niveau des dépenses publiques, la Note prévoit encore une forte réduction de la norme de croissance des soins de santé (de 4,5% à 2%/an jusqu'en 2015) : le budget des soins de santé ne suivra pas l'évolution de leur coût réel, ce qui laisse présager un remboursement moindre ou nul de certains médicaments, ainsi que des coupes au niveau de l'emploi et des services à la population. La Note prévoit encore le gel pendant deux ans des dotations publiques, des frais de personnel et de fonctionnement des administrations publiques, etc.

Un des piliers de la Note est aussi d'accentuer le transfert de compétences du Fédéral vers les Régions, et

Du coût du travail...

L'un des objectifs explicites de ces réformes est de « diminuer le coût du travail » afin de rendre les travailleurs (belges) « plus compétitifs ».

Pour ce faire, il n'existe que trois moyens : réduire le salaire, augmenter le temps de travail et/ou augmenter la productivité. 1 Le salaire à réduire peut être le salaire direct (le salaire poche) ou le salaire indirect (les cotisations sociales), qui alimente les caisses de la sécurité sociale. 2 Le temps de travail à augmenter comprend les heures, les semaines, mais aussi les années de travail avant d'obtenir une (pré)pension. 3 Accroître la productivité signifie augmenter la production, accélérer les cadences, durant un temps de travail donné.

La diminution du coût du travail représente donc un recul des droits de l'ensemble des travailleurs, avec ou sans emploi.

de donner une plus large autonomie financière et fiscale à ces dernières. Ceci est un encouragement supplémentaire à démanteler les entreprises publiques (des services de base encore relativement bon marché) et à affaiblir l'impact des luttes des travailleurs du pays.

En Belgique, comme dans tous les pays européens, seule la lutte et la mobilisation viendront à bout des plans d'austérité. Il est temps d'exiger aux sommets syndicaux d'organiser maintenant, sans attendre que le gouvernement soit formé et bien établi, une première grande manifestation nationale unitaire contre l'austérité portée par le plan Di Rupo !

¹ Les recommandations pour la Belgique ont été adoptées au Conseil européen le 12 juillet dans le cadre des « semestres européens » et du « Pacte pour l'Euro ». Le texte est disponible sur <http://eur-lex.europa.eu>

² http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nrp/nrp_belgium_fr.pdf



Une nouvelle « Gouvernance Economique » ?

« On peut apparemment passer 500 jours à se disputer sur une réforme institutionnelle sans que ce pays n'en meure. Pour une banque, il en va tout autrement. »¹ *Quand la banque Dexia s'est vue dans le pétrin, elle a été nationalisée en un week-end. Leterme et Reynders, ministres en affaires courantes, se sont mis d'accord avec leurs homologues français et luxembourgeois pour « trouver une solution ». Quelle efficacité! C'est cela qu'aimerait bien pouvoir faire la grande bourgeoisie allemande et française à l'échelle européenne. C'est pourquoi il leur faut « une nouvelle gouvernance économique ».*

Depuis des décennies, l'Union Européenne essaye d'imposer une politique néolibérale. Au fil des années, elle s'est dotée d'instruments politiques ainsi que d'une monnaie unique. Dès la création de l'Euro, des « critères de stabilité » ont été dictés pour les pays, tel le fait de limiter le déficit à 3% du PIB et la dette publique à 60% du PIB, mais ils ont été ignorés. Le Pacte de Stabilité et de Croissance de 1997 a voulu y ajouter quelques contrôles. En 2004, faute de pouvoir faire accepter une nouvelle « Constitution », un Traité a été conclu à Lisbonne pour encadrer le tout autour d'une « Commission Européenne », qui n'a pas même besoin de se justifier auprès d'aucun parlement. Toutefois, cela s'avère insuffisant face à la crise qui secoue l'économie capitaliste depuis 2008. L'Europe est obligée de prendre des mesures plus radicales.

La crise de la Grèce a mis le feu aux poudres. Après le sauvetage des banques par les Etats, les budgets devaient se rééquilibrer par une exploitation accrue des travailleurs. Mais les travailleurs grecs ont dit NON. Dans d'autres pays aussi, la lutte s'est organisée pour résister à ces plans d'assainissement. Vu les risques financiers qui s'accumulaient, en particulier pour les Banques, un Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) a été créé, doté de 440 milliards d'euros, afin de permettre le rachat aux banques des dettes des pays en difficulté. Tous les pays de l'UE devraient normalement y contribuer. Encore faut-il qu'ils soient en mesure de le faire. Et c'est pour cela qu'il faut une « gouvernance économique » à l'échelle européenne, un pouvoir de décision qui mette au pas les politiques budgétaires des différents pays.

Depuis septembre 2010, plusieurs mesures sont mises en place, comme le « Pacte de l'Euro », approuvé en juin 2011, dans l'objectif de diminuer le coût du travail et de durcir les plans

d'austérité (coupe dans la sécurité sociale, recul de l'âge de la prépension, allocations de chômage rabotées dans le temps, gel des salaires, révision à la baisse de l'index, etc.). Un autre paquet est le « six pack », des mesures législatives prévoyant que les finances de chaque pays (les déficits publics, les dettes mais aussi les budgets nationaux) soient évaluées et contrôlées par la Commission via le suivi d'un calendrier strict, appelé semestre européen. Ces politiques sont semblables aux plans d'ajustements structurels appliqués par le FMI durant les années 80 dans les pays du sud et qui ont anéanti les économies nationales et régionales au profit des marchés financiers et des multinationales qui dominent aujourd'hui totalement l'économie de ces pays.

Le 13 septembre, le parlement belge a voté à la quasi-unanimité l'octroi de 34,5 milliards de garantie d'« aide » à la Grèce, dans une indifférence médiatique totale. Cela ne perturbe en rien les minutieux plans d'économies montés sur notre dos.

Ce qui est alarmant, c'est ce plein pouvoir octroyé aux institutions européennes: la Commission peut intervenir dans les économies nationales par le biais de ces procédures contraignantes, à l'abri de la pression publique et de tout contrôle populaire, et ainsi imposer des sanctions financières (amendes) si ses recommandations ne sont pas appliquées. L'Europe, dominée par l'Allemagne et la France, donne ses ordres ; les 25 obéissent et se justifient ensuite en disant : « Nous ne faisons qu'appliquer les recommandations européennes... » Le duo Sarkozy-Merkel va plus loin encore et souhaite que soit inscrite, dans la constitution de chaque pays membre, l'obligation de l'équilibre budgétaire

et la priorité au paiement de la dette avant toute autre dépense publique. De cette manière, le capital financier s'assure de ne jamais devoir payer la crise ni ses conséquences, dont il est pourtant le principal responsable.

La Grèce prise au piège de la dette

Actuellement, cette politique est mise en œuvre spécifiquement en Grèce, qui croule sous le poids de sa dette publique et de ses intérêts. Plus de 50 % des rentrées de ce pays y sont déjà dédiés. Après le premier « plan de sauvetage » de l'année dernière, la situation du pays s'est considérablement dégradée, au point de se comparer à celle d'un pays qui aurait été dévasté par la guerre. Un second plan draconien est maintenant mis en place, prévoyant la privatisation massive et à bas prix de tout le patrimoine national : infrastructures touristiques, ports, aéroports, télécommunications, courrier, énergie, chemins de fer, compagnies des eaux, banques, loterie, etc. au bénéfice des mêmes banques et multinationales qui ont ruiné la Grèce.

Une conclusion s'impose. L'essentiel est de faire payer les « dettes » envers les banques par davantage d'austérité. Mais de quelle « dette » parle-t-on quand il s'agit de banques qui ont dilapidé leurs fonds par la spéculation, sans parler des manœuvres par lesquelles ces mêmes banques, sauvées en 2008, empruntent de l'argent à un taux très bas auprès de la BCE, pour ensuite « proposer » cet argent aux endettés à des taux bien supérieurs ? Cette surenchère a été dénoncée à maintes reprises dans les pays du Tiers monde, avec un mot d'ordre clair : non au paiement de la dette. Aujourd'hui, dans une Europe en pleine crise, nous répétons, avec les travailleurs grecs, pour tous nos pays, pour tous les travailleurs d'Europe : **non au paiement de la dette !**

1. L'éditorial de *Le Soir* du 8/10/2011



Audi Brussels : directions patronales et syndicales mains dans la mains pour licencier « en solde » une déléguée gênante.

Karin Peene, déléguée SETCa BHV Industrie, a reçu l'annonce de son licenciement le 1er septembre, durant la « période des soldes ». Karin avait été parmi les délégués qui s'étaient le plus engagés dans la lutte pour la réintégration des cinq permanents du secteur, licenciés bureaucratiquement par la direction nationale du SETCa en septembre 2010.¹ Elle a bien voulu répondre à quelques questions de Presse Internationale.

Comment sont les relations avec la direction d'Audi ?

Audi souhaite absolument que les organisations syndicales travaillent, comme en Allemagne, sur le ton de la cogestion, où les délégations syndicales et le patronat sont toujours en étroite collaboration. Il faut savoir qu'en Allemagne, même les délégations sont actionnaires. Les hauts responsables des délégations ont des avantages de grands managers.

IG-Metal a un pouvoir extraordinaire. Le but est vraiment appliquer ce système, qui a l'air de convenir à une partie de la population en Allemagne, mais certainement pas à toute. Moi je la rejette, parce que, excusez-moi, mais on n'a pas vraiment à frayer avec l'ennemi ! Quoiqu'on en pense, rien que chez Audi, nous avons du rendre 20% de notre salaire en 2007 pour pouvoir conserver un emploi. Et aujourd'hui on voudrait nous parler de cogestion ?

Nous n'avons pas à savoir ce que la direction a envie, mais ce que le travailleur souhaite. Mais au sein de mon organisation syndicale, tout change, je travaille avec des délégués qui préfèrent avoir des avantages pour eux-mêmes plutôt que de se battre pour des causes plus importantes, aussi bien au niveau interne qu'externe à l'entreprise.

Le SETCa a-t-il une responsabilité dans ton licenciement ?

Quand les permanents nationaux se sont permis de mettre nos permanents dehors, les délégués des entreprises de l'industrie ont jusqu'à empêché les nouveaux permanents de rentrer. Moi je n'ai pas eu ce choix : mes collègues délégués ne connaissant rien au statut de notre organisation, ils ont accepté. De plus, le nouveau propagandiste n'était autre que l'ancien porte-parole de chez VW. On l'impose en pensant que s'il rentre dans l'entreprise, je vais me ranger.

Miranda Ulens et Fredy Buggenhoudt [les nouveaux permanents], voyant que

je reste sur ma position de dire que le SETCa n'avait pas été honnête avec les permanents et les militants, me lève mon mandat de déléguée syndicale en avril. Avec les travailleurs, nous ripostons, nous redemandons mon mandat. Miranda Ulens s'en contre-fout ! Je ne suis donc plus que membre au Conseil d'Entreprise, je n'ai plus aucun contact avec les autres délégués du SETCa dans l'entreprise, je ne suis plus dans les négociations, ce qui arrange aussi la direction. Je suis complètement isolée mais je continue à faire mon travail syndical, aller sur le terrain, voir les gens, faire tout ce que nous devons faire.

En septembre, à peine mise au courant de mon licenciement, la direction envoie un mail aux porte-paroles des différentes organisations syndicales de l'entreprise pour leur signifier la raison de mon licenciement : « Karin Peene a perdu la confiance de la part du SETCa, la direction n'a plus confiance non plus. » Lors de l'entretien 10 minutes auparavant, la direction me disait que si, dans le futur, je n'étais plus dans l'organisation syndicale, elle ne saurait même pas me donner un emploi. On en revient à cette problématique de la cogestion : comment une direction avait-elle connaissance du fait que l'organisation syndicale ne souhaitait plus travailler avec moi ?

Le SETCa ne rentre pas en action. Mais quelle est l'organisation syndicale qui accepte qu'on lui mette une déléguée dehors sans réagir le jour même ? A partir du mois de juin, le SETCa avait arrêté de présenter la cotisation à payer pour mon affiliation à mon organisme bancaire. Heureusement je suis avertie par un collègue de l'entreprise, qui apprend par la direction que je ne suis plus protégée par le SETCa parce que je ne suis plus en ordre de cotisation. Au Comité Exécutif de juin, on fait rentrer mon collègue Luc Walkiers, comme s'il devait y avoir deux délégués de chez Audi. Si mes cotisations n'étaient pas en ordre, je n'avais plus



*Action du 21/09.
Reintegration Now!*

le droit d'aller au Comité de septembre pour expliquer la problématique que je vivais. Tout coïncide. C'est vraiment le SETCa et la direction qui ont fait le nécessaire pour me virer.

Comment ont réagi les travailleurs dans l'entreprise ?

La première fois que les travailleurs m'ont revue, c'était le jour de l'action, où là ils étaient vraiment fâchés de ce qui s'était passé, ils ne comprenaient pas... Après la levée de mon mandat, il y avait déjà eu une première vague de désaffiliation, aujourd'hui d'autres employés font de même. Les gens en ont ras le bol de ce qui se passe au SETCa dans l'entreprise. J'étais tête de liste au CE, j'ai eu 100 votes sur 195. C'est une direction qui manque complètement de respect par rapport aux votes des travailleurs. Quand les travailleurs demandent pourquoi on n'arrête pas la chaîne pour moi, pourquoi on ne bouge pas pour moi, alors à ce moment les délégués se cachent sous le fait que « Karin n'a pas de contact avec nous ». Apparemment, la direction semble « avoir confiance » aux délégués du SETCa qui sont encore dans l'entreprise. Si ces personnes n'avaient rien à voir dans ce licenciement, ils auraient directement fait des assemblées avec les employés hors de l'entreprise pour que je puisse être présente, des actions auraient été menées ! La réintégration aurait pu alors se réaliser !

¹ Voir Presse Internationale n° 78, nov. 2010



Espagne

Nos divergences avec le groupe *Democracia Real Ya* (DRY)

Felipe Alegría et Mariucha Fontana (extraits), juillet 2011

L'organisation Democracia Real Ya (DRY – Démocratie réelle maintenant), le groupe organisateur des manifestations du 15-M¹, et le Mouvement du 15-M ne sont pas la même chose, mais le programme défendu par DRY a beaucoup d'influence dans le Mouvement 15-M. DRY a présenté un document intitulé « Le Pacte de l'euro : pourquoi nous le rejetons ; des propositions alternatives ». Dans Corriente Roja, nous sommes tout à fait d'accord de rejeter le Pacte de l'euro et de soumettre ses mesures à un référendum, de même que nous sommes d'accord avec différentes propositions spécifiques avancées par DRY. Mais nous avons aussi des divergences profondes avec la stratégie et avec le programme global, reflétés par ce document.

La première et la plus importante divergence, et dont à notre avis toutes les autres sont conséquentes, est que **DRY défend le système capitaliste**. En dépit de son slogan « *Nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des politiciens et des banquiers* », DRY défend la propriété privée des moyens de production, les multinationales espagnoles, ainsi que les banques privées, pour lesquelles il est seulement exigé qu'elles soient contrôlées « *à partir de la Banque d'Espagne* »... afin qu'elles « *prennent conscience de la protection des citoyens* ». Elle ne soulève donc pas l'expropriation des banques et des grandes entreprises pour les mettre sous le contrôle des travailleurs et du peuple et au service de la réorganisation de l'économie et la création d'emplois.

Le système capitaliste est un système d'exploitation. DRY ne met pas le système en question, mais seulement la politique économique actuelle du système : le néolibéralisme. Elle oppose à cette politique des mesures « *keynésiennes* » pour sauver « *l'État-providence* ». Le problème, c'est que ces mesures, loin d'être envisageables, sont totalement impraticables dans le capitalisme actuel.

Le document de DRY ne soulève **aucune mesure sérieuse contre le chômage**, au-delà de la mention du manque de crédit pour les PME et du fait que nous travaillons trop d'heures. Dans les propositions programmatiques, on parle du « *partage du travail, encourageant les réductions de la journée et la conciliation travail et vie privée jusqu'à en finir avec le chômage structurel (en dessous de 5 %)* ». Mais en réalité, cela n'a rien d'un plan de partage du travail, entre autres parce que cette mesure ne peut pas être mise en œuvre si elle est laissée au bon gré des patrons (« *encourageant les réductions de la journée...* »). Les patrons,

d'ailleurs, sont déjà en train de le faire à travers les contrats à temps partiel imposés avec des salaires de misère et sans droits. En fait, l'une des principales revendications des patrons est justement de généraliser les contrats à temps partiel totalement flexibles. Le **partage du travail** ne peut être atteint qu'en imposant une loi générale qui oblige les patrons à le mettre en œuvre, et à le faire, en outre, sans réduction de salaire.

Concernant le **logement**, le document exige seulement qu'une dette hypothécaire se limite à la valeur du bien concerné, et il ne reprend pas ce qui est une demande générale : l'arrêt immédiat de toutes les expulsions pour cause de chômage. En outre, le document oublie ce que DRY elle-même proposait initialement, et que nous formulons ainsi : exproprier le million de logements vides dans les mains des banques et des agences immobilières pour créer un parc public de location populaire.

DRY **ne remet pas en cause l'euro ni l'Europe du capital, l'UE**. Elle ignore l'exigence fondamentale du **non paiement de la dette publique**, alors que celle-ci est le mécanisme de base du vol, de la paupérisation massive de la population et de la ruine du pays, au profit des banques et des fonds spéculatifs.

Une autre divergence que nous avons est que DRY nie le rôle essentiel des travailleurs, de la classe ouvrière. Elle parle donc de « **citoyenneté** », car elle n'a pas l'intention de rompre avec l'ordre capitaliste et son État. Elle ne préconise pas une lutte des travailleurs et de leurs alliés populaires, y compris la petite bourgeoisie, le petit patronat, contre les banques et les monopoles. Au contraire, pour mettre en œuvre des réformes, DRY voit une alliance qui va jusqu'au grand entrepreneur exportateur. Dans de nombreuses

assemblées, elle se met en avant pour refuser toute proposition qui parle des revendications des travailleurs, qu'elle étiquette de « **classistes** » et d'« **exclusives** ». Cela explique aussi son opposition à des propositions élémentaires de lutte comme celle de préparer une grève générale.

DRY se dit « **pacifiste** » et rejette, par principe, le droit à l'autodéfense des travailleurs et du mouvement contre les forces de répression, alors que ces dernières existent précisément pour réprimer les gens qui font face à l'ordre social, à son « **État de droit** » et à la propriété privée des banques et des entreprises. Qu'est-ce que cela signifie ? Que, par principe, les gens n'auraient pas dû combattre Franco et Hitler, les armes à la main ? Si c'est cela, c'est totalement réactionnaire. S'opposer aux actions aventuristes et à la violence gratuite, c'est une chose, mais ne pas prévenir le mouvement que la structure répressive de l'État sera utilisée contre le mouvement quand celui-ci ira plus loin, c'est autre chose.

La **méthode du « consensus »**, proposée par DRY, est la négation de la démocratie, car elle conduit à l'imposition d'une minorité sur la majorité et finit par paralyser l'action de lutte des assemblées. Trouver l'accord le plus ample est une bonne chose, mais quand ce n'est pas possible, le point de vue majoritaire doit prévaloir. Le verrouillage réel et le non-fonctionnement qui épuise beaucoup de militants et vide les assemblées est un fait si irrefutable que même les grands défenseurs du consensus, comme DRY, sont maintenant contraints de parler d'un vote à la majorité des 4/5 dans des endroits comme Madrid.

1. « 15-M » se réfère aux mobilisations du 15 mai 2011, une semaine avant les élections municipales du 22 mai, dans plus de cinquante villes en Espagne



L'« Etat palestinien » à l'ONU :

Nous sommes pour la défaite des Etats-Unis et d'Israël !

Voici des extraits d'un article de Ronald León publié sur le site de la LIT-QI.

La lutte historique du peuple palestinien contre l'Etat d'Israël, se trouve de nouveau au centre d'une controverse dans le monde entier. Le chef actuel de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP), Mahmud Abbas, a présenté le 23 septembre au Conseil de Sécurité de l'ONU une demande de reconnaissance officielle de la Palestine comme un Etat indépendant, avec des droits pleins et identiques à ceux de toutes les autres nations. La Palestine a actuellement, au sein de l'ONU, un statut « d'observateur permanent ».

La proposition donne lieu à une grande sympathie dans l'ensemble de la gauche et des militants partout dans le monde, malgré qu'elle abandonne les revendications historiques du peuple palestinien, vu qu'elle prétend former un « mini-Etat » dans les frontières antérieures à 1967, avec un territoire composé de Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est comme capitale. C'est en fait une capitulation devant Israël, puisqu'elle légitime le vol des territoires palestiniens usurpés par les sionistes en 1948. Qui plus est, selon les publications de *Al-Jazira*, le président Abbas a accepté des conditions comme la permanence des colons israéliens occupant la Cisjordanie, ainsi que le fait que le nouvel Etat palestinien n'ait pas son propre armée, et même qu'une force militaire de l'OTAN soit stationnée sur cet Etat.

Cette proposition de l'ANP a un lien direct avec les pressions formidables qu'exerce le processus révolutionnaire qui déferle sur le monde arabe, historiquement sensible à la cause palestinienne. Pour sa part, l'impérialisme étasunien et Israël y sont fermement opposés. Barak Obama a déjà annoncé que les Etats-Unis vont fermettement valoir leur droit de veto, justifiant que « *la paix ne viendra pas par des déclarations et des résolutions de l'ONU. [...] En dernière instance, ce sont les Israéliens et les Palestiniens, et non pas nous, qui doivent s'entendre sur les questions qui les divisent : les*



frontières et la sécurité, les réfugiés et Jérusalem. »

Nous sommes pour le vote favorable au nouvel Etat palestinien.

La Ligue Internationale des Travailleurs (LIT-QI) n'a pas changé sa position historique, qui part de la nécessité de la destruction de l'Etat nazi-sioniste d'Israël comme condition indispensable pour qu'existe la paix dans la région, et qui revendique une Palestine libre, laïque, démocratique et non raciste. Il n'y aura jamais de paix, tant qu'existe l'Etat génocidaire d'Israël, dans la mesure où il s'agit d'une enclave, un gendarme des intérêts impérialistes dans la région, un instrument de la contre-révolution au Moyen-Orient. L'actuelle direction politique palestinienne est une direction absolument soumise qui trahit les bannières historiques de son peuple. Nous n'avons pas la moindre confiance dans l'ONU. Il suffit de se rappeler que c'est la même ONU qui a divisé la Palestine en novembre 1947, en lui volant 54 % de son territoire en faveur d'Israël.

En ce qui concerne la proposition à l'ONU, nous prenons position pour le droit démocratique et la défaite de l'impérialisme étasunien et d'Israël dans ce vote, car cela renforcerait le processus révolutionnaire arabe et produirait un affaiblissement relatif pour Israël, de plus en plus isolé dans sa région. Nous savons que la vraie solution ne passe pas par les négociations, moins encore à l'ONU, mais la discussion mondiale sur le sort de la Palestine peut renforcer les processus de mobilisation et intensifier les efforts dans la campagne contre Israël.

La campagne BDS

C'est dans ce contexte que nous devons continuer d'exiger dans tous les pays la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec Israël ainsi que promouvoir aussi la campagne « Boycott, Désinvestissement et Sanctions » (BDS) contre Israël, qui agglutine depuis 2005 d'innombrables organisations palestiniennes et non-palestiniennes dans le monde.

Ce qui peut vraiment faire un énorme changement pour les palestiniens vivant sous l'occupation, le blocus, l'apartheid et les massacres systématiques, bien plus que la farce de la déclaration d'un « Etat », c'est la lutte pour l'égalité de droits sur le territoire de la Palestine historique, indépendamment de l'origine ethnique ou religieuse de chacun. La campagne BDS a réussi à s'exprimer dans des actions politiques, commerciales, universitaires et culturelles, contre l'apartheid d'Israël, exigeant la fin de l'occupation, le droit au retour des réfugiés et la fin de la discrimination légale entre Juifs et Arabes.

Récemment, dans le cadre de cette campagne, la Deutsche Bahn, compagnie ferroviaire d'Allemagne, a renoncé à participer au projet de connections ferroviaires entre Tel-Aviv et Jérusalem. Deux entreprises espagnoles ont interdit l'eau EDEN Springs dans leurs municipalités. Auparavant la multinationale française Veolia fut sanctionnée pour sa complicité dans la construction de projets électriques dans les colonies juives. Il y a aussi le boycott culturel de dizaines d'artistes qui ont refusé d'aller en tournée en Israël. Ce genre d'actions en plus d'avoir un impact en Israël, contribuent à la prise de conscience et à amplifier la solidarité mondiale avec le peuple palestinien. Nous y participons activement en Belgique.



A 10 ans du 11 septembre

L'impérialisme face à une crise globale

A l'occasion du 10e anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, un large débat s'est ouvert dans la presse sur la signification et les conséquences des attentats contre les Tours jumelles à New York et le bâtiment du Pentagone à Washington. Voici un commentaire publié dans le Supplément de septembre 2011 à la revue Courrier International de la Ligue Internationale des Travailleurs.

Ce 11 septembre est sans aucun doute un jalon dans l'histoire mondiale récente. C'est un fait qu'au 10e anniversaire de cette date, les Etats-Unis traversent une profonde crise économique et politique, et ont davantage de difficultés pour contrôler le monde en tant que puissance impérialiste hégémonique. Une partie importante des événements qui ont conduit à cette crise, ont commencé à se tisser précisément ce jour-là. Il est très important d'évaluer la relation entre ces événements et la crise : quelles en sont les conséquences dans ce qui se passe dans le monde aujourd'hui ?

De nombreux analystes croient qu'Al-Qaïda a été l'acteur majeur du processus, voire même, que la crise économique de l'impérialisme est due à l'effet direct des attentats du 11 septembre. Mais ils ont tort. La vérité est que l'impérialisme a utilisé les attentats comme prétexte pour lancer son offensive dans la « guerre contre la terreur ». L'effet de ces attaques terroristes a été d'unir le peuple américain et son gouvernement. Ce soutien populaire a renforcé Bush et lui a ainsi permis de mettre en œuvre son projet et de lui garantir, au début de la décennie, des succès initiaux en Irak et en Afghanistan.

Bush a utilisé les attentats pour obtenir le soutien populaire dans son pays, mais l'arroseur a été arrosé quand les masses du monde sont entrées en action pour résister à l'offensive. Ce sont les actions des masses, et non les attaques terroristes, qui ont freiné et mis en échec cette offensive. Contrairement à ce que disent de nombreux analystes, ce sont les luttes des travailleurs et les révolutions qui ont placé l'impérialisme dans la situation difficile qu'il connaît aujourd'hui. Si les actes terroristes isolés unissent la bourgeoisie, les révolutions ont l'effet inverse et la divisent, comme en Tunisie, en Egypte et en Libye, et constituent donc la grande peur de l'impérialisme.



Ainsi, Al-Qaïda a joué un rôle insignifiant dans la révolution arabe et ne représente pas aujourd'hui une référence pour le mouvement de masse en Egypte, en Tunisie, en Libye ou en Syrie. Dans la mesure où les masses sont les protagonistes des révolutions, les « appareils terroristes », isolés des masses, perdent inévitablement du poids.

Bush a utilisé les attentats

Il existe toujours une controverse sur l'attitude de l'administration Bush par rapport à la préparation et à la réalisation des attentats par les commandos d'Al-Qaïda, l'organisation dirigée par Ben Laden. On soupçonne le gouvernement d'avoir su à l'avance ce qui allait se passer et d'avoir laissé courir pour profiter de son impact sur l'opinion publique étasunienne en faveur du projet politique de Bush. Nous ne le saurons probablement pas avant de nombreuses années. Mais ce qui est clair, c'est que Bush a utilisé les attaques pour lancer son projet.

Le *Projet du Nouveau Siècle Américain* a rassemblé une aile de l'extrême droite du parti républicain, qui critiquait alors le président démocrate Bill Clinton ainsi que les secteurs traditionnels conservateurs républicains, pour être « mous » et incapables d'inverser le « syndrome du Vietnam » et de passer à l'offensive pour assurer ainsi une stricte domination américaine dans le monde entier.

Face à un processus de crise économique aux Etats-Unis, aux révolutions en Amérique latine et à la deuxième

Intifada en Palestine, il était nécessaire pour eux de changer de politique et de lancer une offensive bonapartiste. Ils proposaient une politique étrangère agressive et militarisée pour inverser la crise et s'approprier du pétrole et des ressources énergétiques. Ce secteur a remporté les élections préliminaires républicaines et par la suite l'élection présidentielle.

Mais le gouvernement Bush était faible d'entrée de jeu: son élection a été contestée (parce qu'il a gagné dans le collège électoral avec le vote de la Floride, prétendument entaché de fraude). Bush a utilisé les attentats parce qu'ils ont créé les conditions pour gagner un important soutien populaire qui lui permettait de développer son projet à grande échelle et de le présenter comme une politique de « défense » d'un pays « attaqué ». (A l'époque, 75 % des Etasuniens soutenaient l'invasion de l'Afghanistan.)

En octobre 2001, les troupes étasuniennes ont envahi l'Afghanistan et renversé le gouvernement taliban, accusé d'être la base de soutien d'Al Qaïda et de Ben Laden.

Le gouvernement de Bush a également profité des attaques pour augmenter le budget de « la défense » et les investissements dans le complexe militaro-industriel. Il a combiné ainsi sa politique d'armement avec des mesures anti-crise : grâce aux nouveaux contrats, des sociétés comme Boeing, qui était au bord de la faillite, obtinrent en peu de temps de grands bénéfices annuels. S'y ajoutèrent d'autres mesures, telles que la baisse des taux bancaires. Il obtint ainsi une période de plusieurs années de croissance économique et fit aussi des progrès dans le processus de recolonisation de l'Amérique latine, à travers les Traités de Libre Echange (TLC).

Le mouvement de masse met Bush en échec.

Le succès rapide obtenu en Afghanistan a poussé Bush à doubler la mise : En 2003, les troupes étasuniennes, complétées par celles de l'impérialisme européen et de petits pays marionnettes, ont envahit l'Irak et renversé Saddam Hussein. Le projet visait à attaquer tous les pays qui ne lui étaient pas entièrement soumis et furent nommés « l'axe du mal ». Bush n'admettait aucun degré de résistance. A cette époque, ces pays étaient l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord. La prochaine étape après l'Irak devait être de renverser le régime des ayatollahs en Iran, avec lequel l'impérialisme étasunien avait des différends non résolus depuis la révolution de 1979.

Mais c'est alors que les problèmes ont commencé. Le projet de Bush et son offensive internationale sont entrés en collision avec un élément non prévu dans l'équation : La résistance du mouvement de masses commença à mettre ses plans en échec. En Amérique latine surgit un vaste mouvement contre la ZLEA et une série de gouvernements néo-libéraux furent vaincus aux élections ou dans la rue. En 2002, Bush orchestra un coup d'Etat au Venezuela contre le président Hugo Chavez. Ce dernier et tous ses ministres s'étaient déjà rendus, quand le coup fut mis en déroute par la réaction des masses.

Cependant, c'est en Irak que Bush a joué le tout pour le tout et a mis à l'épreuve le sort de son projet. La guerre d'occupation, apparemment triomphante, s'est rapidement transformée en une guerre de libération du peuple irakien contre les troupes d'occupation, de plus en plus défavorable à l'impérialisme et devenant finalement une « guerre ingagnable ». Aux Etats-Unis même, l'opposition à la guerre devint majoritaire, imposant la décision de réduire le nombre de troupes et la promesse d'un retrait.

L'un après l'autre, les plans pour stabiliser et contrôler l'Irak ont échoué, jusqu'à la décision d'Obama de retirer les troupes et de laisser le pays aux mains d'un gouvernement irakien



extrêmement instable, composé de chiïtes et de kurdes, sans la moindre garantie de stabilité pour son armée qui devait faire face au chaos dans lequel le pays est plongé. En Irak, il n'y a pas eu une « fuite » précipitée des troupes étasuniennes, comme au Vietnam, mais une sortie ordonnée et le maintien de plusieurs milliers d'hommes dans des « super-bases ». Le pays est toutefois dans le chaos.

L'impérialisme étasunien n'a obtenu aucun des objectifs politiques, économiques ou militaires qu'il s'était fixé en envahissant le pays, et se retire donc vaincu. Ce n'est pas par hasard si l'on parle maintenant du « syndrome de l'Irak » : la peur de s'engager dans de nouvelles occupations au sol, qui se terminent en de longues guerres et en « borbiers » politico-militaires.

C'est pourquoi l'Irak représente un point de non-retour de la « guerre au terrorisme » et de l'ensemble du projet de Bush. Voilà le bilan, fait d'ailleurs par la plupart de la bourgeoisie et par le peuple étasunien lui-même : Bush a perdu les élections législatives de 2006 et les républicains ont perdu les élections présidentielles de 2008.

Le résultat en Irak a eu un impact sur l'Afghanistan. Dans ce pays aussi, la guerre d'occupation s'est transformée en guerre de la libération, avec

Manifestation de Wall Street Pas d'argent pour Wall Street et la guerre - Nous voulons des emplois et un revenu pour les travailleurs et les pauvres..

un cours de plus en plus défavorable à l'impérialisme. Et les talibans, qui mènent ce combat, contrôlent maintenant la plupart du territoire et réalisent déjà des attentats risqués et des opérations militaires dans la capitale, Kaboul. Tous les analystes estiment que, dans les conditions politiques et militaires actuelles, il s'agit une autre guerre « ingagnable ». En fait, la politique d'Obama se limite à essayer de se renforcer un peu afin de négocier le retrait dans les meilleures conditions possibles, et le retrait lui-même pourrait lui imposer d'accepter le retour au pouvoir des talibans.

Et, cerise sur le gâteau, un allié stratégique de l'impérialisme, Israël, a également subi une lourde défaite, lors de son invasion du Liban en 2006, face à la résistance héroïque des masses libanaises dirigées par le Hezbollah dans cette lutte.

Un changement de visage pour de nouvelles tactiques

Pour ne rien arranger dans la situation de l'impérialisme, l'échec du projet de Bush n'a pas permis la réalisation

complète de son principal objectif : le contrôle total des sources d'énergie.. Cela, combiné aux profondes contradictions du système capitaliste accumulées depuis des décennies, a mené à l'éclatement de la sévère crise économique internationale en 2007, d'une profondeur sans précédent depuis 1929.

La défaite de Bush a ouvert une profonde crise de direction politique dans l'impérialisme étasunien. Face à une double réalité négative (deux guerres dans une situation très défavorable, une crise économique profonde), un secteur majoritaire de la bourgeoisie étasunienne a tenté, en 2008, d'obtenir avec Obama un « changement de visage », adapté à de nouvelles tactiques : obtenir par les négociations et le « consensus » la récupération d'une partie de ce qui a été perdu face à la lutte des masses et en raison de la crise économique. Cette bourgeoisie a

cherché ainsi à gagner du temps pour trouver une solution, tout en naviguant dans ces eaux troubles intérieures et internationales.

Obama a obtenu quelques résultats : négocier une sortie partielle et ordonnée de l'Irak, au niveau international, et arriver à des accords tels que la restructuration de GM, sans trop d'agitation sociale, en interne. Il a réussi à éviter la chute dans la dépression en 2009, et une reprise partielle. Mais cette reprise n'a pas suffi à surmonter les problèmes structurels générés par la crise. Obama a échoué dans la tentative de dépasser la crise économique, tant en interne qu'au niveau international.

Ce manque de solutions a mené aujourd'hui à la division de la bourgeoisie étasunienne sur toutes les grandes questions : comment faire face à la crise économique, comment intervenir politiquement et militairement dans le

d'investissements « nationaux », profitant d'une lourde défaite des travailleurs étasuniens, ou non, favoriser l'aide aux banques et soutenir le complexe militaro-industriel... ?

Ces divisions se manifestent dans une profonde crise politique, comme en témoigne le débat législatif sur l'expansion de la limite de la dette publique, un débat où Obama a clairement été désavoué. Mais la conséquence la plus grave pour la bourgeoisie étasunienne est que le fonctionnement de l'ensemble du régime politique (basé sur l'équilibre entre les républicains et les démocrates, et entre le Président et le Congrès) y a perdu des plumes et doit compter avec une méfiance croissante de la population.

La bataille féroce au sein de la bourgeoisie étasunienne se reflète dans la question de savoir si la majorité de la bourgeoisie va miser sur le maintien du profil de « changement de visage » de 2008, avec la réélection d'Obama, ou si elle considère que ce profil est déjà « épuisé » et a donné tout ce qu'il pouvait donner. Cette question ne trouvera une réponse que l'année prochaine, parce qu'il n'est pas non plus clair

Le n° 6 de *Courrier International*, la revue centrale de la LIT-QI, est dédié en grande partie à la Révolution arabe. Vous pouvez l'obtenir auprès du camarade qui vous offre ce journal. Dans le contenu:

- Monde arabe

La chute de Kadhafi est un nouveau triomphe de la révolution arabe en Libye. Maintenant il faut en expulser l'impérialisme, l'OTAN et l'ONU.

- Situation mondiale

Entre la crise économique, les luttes et les révolutions : nous analysons la situation d'un monde en ébullition.

- L'Europe

La crise des dettes souveraines au Portugal, en Irlande et en Grèce, et les difficultés du système de l'euro pour tenir debout.

- Les Etats-Unis

Aucun calme au sein la principale puissance hégémonique mondiale, au centre d'une profonde crise économique et politique.

- La Chine

Nous abordons le débat quant à savoir si ce pays sera la prochaine puissance mondiale ou si, au contraire, il s'agit d'un pays qui dépend de l'impérialisme.

- Le Chili

Les manifestations étudiantes et la grève générale du mois d'août dernier s'affrontent à l'héritage néo-libéral de la dictature de Pinochet.

- Controverse

La grève des pompiers de Rio de Janeiro rouvre le débat sur la politique que doivent défendre les révolutionnaires au sujet de l'armée et des forces de sécurité.

- Vie de la LIT-QI

En octobre aura lieu le Xe Congrès de la LIT. Prenez connaissance de son histoire et des perspectives actuelles.



qu'il y aura une véritable alternative crédible de la part des républicains.

Ce qui est parfaitement clair, c'est que, suite à la défaite du projet de Bush, la crise de redirection politique de l'impérialisme étasunien est toujours ouverte, et qu'à bien des égards, elle s'est aggravée, parce que la « variante Obama » est assez usée. Ce seul fait suffirait pour conclure que la décennie est un revers pour l'impérialisme. Dans ces défaites, le mouvement de masse mondial a joué un rôle majeur.

La révolution arabe entre en scène

Il est impossible de comprendre le bilan des 10 années après le onze septembre sans référence au processus révolutionnaire extraordinaire qui se déroule dans le monde arabe et se répand comme une traînée de poudre. Nous pouvons dire que ce processus représente une nouvelle défaite du projet de Bush, parce que l'impérialisme doit maintenant faire face à une puissante montée révolutionnaire des masses dans la région.

Un des objectifs principaux du projet de Bush était, précisément, de dominer avec une main de fer les pays arabes et musulmans et leurs réserves stratégiques de pétrole (60 % du total mondial). Les défaites en Irak et en Afghanistan avaient déjà commencé à ruiner cet objectif.

Les révolutions dans le monde arabe menacent maintenant le cœur de toute l'intervention impérialiste dans la région. Elles ont déjà touché un pays-clé (l'Égypte) et un pays très riche en pétrole (la Libye) et elles menacent les deux alliés les plus stratégiques de l'impérialisme dans cette partie du monde. Israël est en proie à une crise majeure, de plus en plus isolé internationalement, alors que le peuple palestinien met sur pied des manifestations de masse qui « performent » ses frontières et qu'un secteur de la population juive israélienne (les Indignés) se mobilise pour des revendications économiques. Israël a vu des alliés puissants et stratégiques prendre leur distance, comme la Turquie, qui avait d'excellentes relations politiques et militaires depuis sa fondation, ou comme l'Égypte, qui avait été un élément essentiel pour sécuriser ses frontières et le siège de Gaza depuis le traité de paix signé par Anouar Sadate. Dans ce dernier cas, suite à la révolution et au

rejet de l'action sioniste, le gouvernement a menacé de réviser le traité de Camp David. D'autre part, l'Arabie saoudite observe comment les révolutions dans d'autres pays sont progressivement en train de mettre au pied du mur les monarchies pétrolières régnantes.

Par ailleurs, ces révolutions représentent encore une autre défaite de l'impérialisme, idéologique cette fois. Après le onze septembre, une féroce campagne avait été lancée pour présenter la lutte des Arabes et des Musulmans comme l'œuvre « de fanatiques religieux » et « d'appareils terroristes ».

Mais la révolution arabe, dont les jeunes travailleurs et les masses sont les protagonistes, ont de nouveau placé les grandes manifestations et les actions des masses au centre de la situation mondiale, comme facteur possible de transformations historiques. Leur combat n'est plus vu comme « le fantôme terroriste » et est devenu une référence très attractive, à suivre par les travailleurs et les jeunes du monde entier, comme nous l'avons vu en Espagne, en Grèce, et même aux États-Unis (dans ce dernier pays, au moins au niveau du débat au sein de l'avant-garde).

Dans ce scénario, il y a toujours un aspect négatif essentiel qui explique pourquoi le processus n'avance pas jusqu'à l'expulsion de l'impérialisme et la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Il s'agit de l'absence d'une alternative de direction révolutionnaire. Cette absence permet à l'impérialisme de continuer à manœuvrer pour essayer de dévier et de freiner les révolutions et de continuer ainsi à maintenir sa domination, malgré le séisme révolutionnaire.

Nous incluons dans cela ce qui se passe en Libye, où la révolution s'est développée en guerre civile brutale. Cette révolution était dirigée contre Kadhafi, l'agent local de l'impérialisme. Ce dernier tente de « mettre ses pions » dans le processus à partir de l'intervention des forces de l'OTAN et le caractère pro-impérialiste de la CNT, comme il l'a fait en Égypte où il devait se débarrasser de Moubarak. Il a même profité de l'absence d'une direction révolutionnaire pour obtenir



qu'une partie significative des rebelles libyens aient perçu cette intervention comme une « aide » et non comme une tentative contre-révolutionnaire de reprendre le contrôle et de stabiliser la situation. Cette réalité représente effectivement un profond danger d'aujourd'hui, mais elle ne peut cacher qu'il s'agit d'une révolution où les masses armées ont été les protagonistes, pour renverser le dictateur Kadhafi qui, jusqu'à il y a à peine quelques mois, était encore « l'homme de l'impérialisme » en Libye. C'est donc une défaite de l'impérialisme.

L'impérialisme se trouve dans des conditions pires qu'il y a dix ans, sur tous les terrains. La crise économique l'oblige à montrer son pire visage avec des attaques de plus en plus féroces contre les conditions de vie des travailleurs et des peuples, y compris dans les pays impérialistes eux-mêmes. Le « nouveau siècle américain » n'a même pas duré une décennie. Bush est tombé avec lui et Obama est enlisé dans la boue laissée par son prédécesseur. La crise politique le ronge et la révolution arabe et la lutte des jeunes et des travailleurs européens occupent le centre de la scène.

Il reste toutefois le grand facteur négatif : l'absence d'une alternative de direction révolutionnaire avec un poids de masse. Mais la situation mondiale, avec les difficultés auxquels se trouve confronté l'impérialisme, offre la possibilité d'avancer dans de meilleures conditions pour sa construction. Voilà pourquoi, aujourd'hui comme il y a dix ans, mais maintenant dans des conditions objectives plus favorables, la construction de cette direction révolutionnaire est toujours la tâche à laquelle la LIT-QI consacre tous ses efforts.

Sur quelle base construire les Comités Action Europe ?

Sous le poids du Pacte de l'Euro, des plans d'austérité successifs, de l'obligation du remboursement de la dette, des nouvelles et enièmes coupes dans les dépenses publiques que les politiciens et les banquiers, en Belgique groupés derrière Di Rupo, mettent aujourd'hui à l'ordre du jour, la dégradation des conditions de vie des peuples européens, en particulier de la nouvelle génération, prend une ampleur dramatique... rendant plus indispensable que les travailleurs y donnent une réponse.

Dans plusieurs pays, comme en Grèce et en Espagne, une opposition farouche et unifiée s'organise au niveau du monde du travail. En Belgique, les conflits sont multiples (ArcelorMittal, SNCB, etc.) mais dispersés et sans propositions de lutte communes : les directions syndicales jugent qu'il n'est pas souhaitable de gêner les négociations conduites par Di Rupo car cela « risquerait de favoriser la NVA ». Les travailleurs sont-ils donc condamnés à voir leurs acquis pillés les uns après les autres pour sauvegarder la maximalisation du profit des banques allemandes et françaises, sur lesquelles repose l'économie capitaliste ? Non ! Plus que jamais, l'heure est à l'organisation et à la mobilisation.

Les Comités Action Europe (CAE) sont apparus comme une initiative intersyndicale dans la foulée de la lutte contre l'AIP, dans une dynamique de solidarité avec les mouvements européens. Ces groupes d'unité d'action peuvent aujourd'hui se poser comme un point de départ vers le développement d'un pôle de classe, comme une force motrice du mécontentement social, regroupant les secteurs syndicaux et associatifs en lutte, les indignés, les jeunes, les allocataires sociaux, les travailleurs sans-papiers,...



« The rescue plan »
Le plan de sauvetage des travailleurs et du peuple.

des entreprises publiques, non au paiement de la dette !

Ce programme ne peut se gagner autrement que par la lutte. Dès maintenant, les CAE doivent avoir la détermination, d'une part, de soutenir et d'organiser des manifestations unitaires, comme celle du 15 octobre à l'appel des Indignés, contre le gouvernement ; et d'autre part, de mener des actions concrètes de solidarité et de coordination avec les conflits en cours, notamment dans les entreprises.

A l'évidence, à un tel projet doit répondre une structure d'organisation adéquate. Nous appelons les CAE à se montrer indépendant du patronat et du gouvernement, y compris européen, et à adopter un fonctionnement autonome vis-à-vis des syndicats et des partis, avec un rythme périodique de réunions en comités locaux, groupes de travail et en AG pour garantir l'organisation des actions et le contrôle de l'exécutif. Il est essentiel que les CAE ne deviennent pas une courroie de transmission d'une organisation « tutélaire », qui reconnaîtrait des intérêts différents de ceux du mouvement et des masses, mais au contraire qu'ils se forment comme des « leviers » pour toucher et mobiliser les bases syndicales, les militants isolés, tous ceux qui cherchent à se tourner vers un cadre d'organisation unitaire et combatif pour les porter vers le chemin de la lutte. La plus large démocratie interne sera le ciment dans lequel nous pourrions élargir les comités locaux, avancer des consignes communes, promouvoir l'unité dans la lutte et la solidarité internationale, construire les conditions des victoires prochaines dont nous avons tant besoin aujourd'hui.

Cette indispensable unité de tous les travailleurs, *a fortiori* en période de crise économique prolongée, ne se fera pas dans l'abstrait : elle se fera dans les luttes et sur la base d'un vrai plan de sauvetage des travailleurs et du peuple contre l'appauvrissement généralisé ; elle se fera sur la base d'un programme alternatif à celui du capital, défendu par la troïka et dont la Note Di Rupo et ses amendements récents ne sont que l'expression à la sauce belge. Pour sortir de cette crise que nous n'avons pas causée, la crise du système, celle des capitalistes, nous devons proposer et exiger :

- Contre le chômage : réduction du temps de travail à 32h/sem, sans réduction de salaire ; non au relèvement de l'âge de la pension et de la prépension, de l'emploi pour les jeunes !
- Interdiction des licenciements, des fermetures d'entreprise et des attaques sur nos conditions de travail ; défense des délégués syndicaux menacés !
- Contre la chute du pouvoir d'achat et l'aggravation des inégalités et de la précarité : maintien et revalorisation du système d'indexation des salaires, des allocations de chômage, jusqu'à retrouver un emploi, et des autres aides sociales !
- L'argent public est pour assurer les services publics de logement, de santé, d'éducation, de transport, etc. ; aucune « aide » aux banques, non à tout démantèlement et privatisation

Résistons à l'austérité !

Rejoignons les Comités Action Europe !